

Délibération DEL-CC-2024-174

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Extrait du Registre des Délibérations

MARDI 24 SEPTEMBRE 2024

AU POLE ENVIRONNEMENT, RUE LAVOISIER A SAINT-PORCHAIRE (BRESSUIRE)

Le vingt-quatre septembre deux mille vingt-quatre, à 18h00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Pôle Environnement, rue Lavoisier à Saint-Porchaire (BRESSUIRE), sous la présidence de Monsieur Pierre-Yves MAROLLEAU, Président.

Membres : 75 – Quorum : 38

**Présents (54)** : Pierre-Yves MAROLLEAU, Emmanuelle MENARD, Claude POUSIN, Johnny BROSEAU, André GUILLERMIC, Marie JARRY, Jérôme BARON, Pascal LAGOGUEE, Gilles PETRAUD, François MARY, Bruno BODIN, Dany GRELLIER, Yves CHOUTEAU, Pierre BUREAU, Anne-Marie REVEAU, Cécile VRIGNAUD, Dominique REGNIER, Jean-Yves BILHEU, Serge BOUJU, Thierry MAROLLEAU, Joël BARRAUD, Jean Claude METAIS, Christine SOULARD, Anne-Marie BARBIER, Bérangère BAZANTAY, Sylvie BAZANTAY, Jean-Marc BERNARD, Nathalie BERNARD, Sophie BESNARD, Jean-Pierre BODIN, Yannick CHARRIER, Julie COUTOUI, Stéphanie FILLON, Jean-Baptiste FORTIN, Marie GAUVRIT, Catherine GONNORD, Aurélie GREGOIRE, Claudine GRELLIER, Jean-Jacques GROLEAU, Emmanuelle HERBRETEAU, Etienne HUCAULT, Jean-Louis LOGEAS, Vincent MAROT, Nathalie MOREAU, Pierre MORIN, Stéphane NIORT, Maryse NOURISSON-ENOND, Karine PIED, Denis PRISSET, Sylvie RENAUDIN, Corinne TAILLEFAIT, Patricia TURPEAU, Véronique VILLEMONTAIX, Patricia YOU

**Pouvoirs (8)** : Claire PAULIC pouvoir à Yves CHOUTEAU, André BOISSONNOT pouvoir à Sylvie BAZANTAY, Marie-Line BOTTON pouvoir à Jean-Pierre BODIN, Armelle CASSIN pouvoir à Stéphane NIORT, Pascale FERCHAUD pouvoir à Emmanuelle MENARD, Rachel MERLET pouvoir à Johnny BROSEAU, Jean-François MOREAU pouvoir à Bérangère BAZANTAY, Roland MOREAU pouvoir à Cécile VRIGNAUD

**Absents (21)** : Nicole COTILLON, Claire PAULIC, Sébastien GRELLIER, Philippe AUDUREAU, Florence BAZZOLI, Jacques BELIARD, André BOISSONNOT, Marie-Line BOTTON, Bernard CARTIER, Armelle CASSIN, Pascale FERCHAUD, Pascal GABILY, Jean-Paul GODET, Odile LIOUSRI-DROCHON, Rachel MERLET, Patricia MIMAULT, Jean-François MOREAU, Roland MOREAU, Philippe ROBIN, Rodolphe ROUE, Dominique TRICOT

**Date de convocation** : 18-09-2024

**Secrétaire de séance** : Claudine GRELLIER

## FINANCES

### Attribution d'un fonds de concours à la commune de CIRIÈRES : travaux du centre-bourg

Annexe : convention de fonds de concours

**Vu** le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 5216-5 VI précisant les conditions de versement de fonds de concours entre collectivités ;

**Vu** le règlement d'attribution des fonds de concours adopté par le Conseil communautaire du 21 mars 2023 par DEL CC-2023-053 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cirières en date du 18 juin 2024.

**Considérant** qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, un fonds de concours peut être versé entre la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Communautaire et de chaque Conseil municipal concerné ;

**Considérant** que le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement (HT) assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

La pratique des fonds de concours, prévue par le CGCT constitue une dérogation aux principes de spécialité et d'exclusivité.

La notion d'utilité du projet concerné dépassant manifestement l'intérêt communal, le versement d'un fonds de concours peut se faire sans lien avec une compétence exercée par la Communauté d'Agglomération du Bocage bressuirais.

- **Cœur de bourg**

Le Conseil communautaire propose d'adopter le versement d'un fonds de concours maximum de 33 291,00 € pour le projet suivant.

La commune de Cirières réalise des travaux dans le Cœur de bourg pour un montant total de 640 498.50€ HT, avec le plan de financement suivant :

Dépenses INVESTISSEMENT	Toutes dépenses	Dépenses éligibles	Recettes INVESTISSEMENT	
			HT	HT
<b>TRAVAUX</b>	<b>640 498,50 €</b>	<b>640 498,50 €</b>	<b>Subventions</b>	<b>356 820,55 € 55,71%</b>
<i>Coût des travaux</i>	640 498,50 €		Département	30 126,75 € 4,70%
			ANS Sport	35 000,00 € 5,46%
			DETR - Equipement sportif	24 051,80 € 3,76%
			DETR 40 %	139 642,00 € 21,80%
			Fonds vert Végétalisation	100 000,00 € 15,61%
			Fonds vert EP	7 000,00 € 1,09%
			SIEDS	21 000,00 € 3,28%
			<b>RESTE A CHARGE</b>	<b>283 677,95 € 44,29%</b>
			Fonds de concours Agglo	33 291,00 € 5,20%
<b>HONORAIRES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>Emprunt-autofinancement</b>	<b>250 386,95 € 39,09%</b>
<i>Honoraires maîtrise d'œuvre</i>		0,00 €	Autofinancement/Emprunt	250 386,95 € 39,09%
<b>TOTAL HT</b>	<b>640 498,50 €</b>	<b>640 498,50 €</b>		<b>640 498,50 € 100,00%</b>

**Le conseil communautaire est invité à :**

- **délibérer en concordance avec la commune de Cirières conformément à la délibération du Conseil municipal en date du 18 juin 2024 ;**
- **approuver l'attribution du fonds de concours ci-dessus mentionné, dans la limite prévue par les textes ;**
- **autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération ;**
- **imputer les dépenses sur le Budget Principal, N° Opération 00025.**

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.**

Pour extrait conforme,  
Le Président de la Communauté  
d'Agglomération du Bocage Bressuirais,  
Pierre-Yves MAROLLEAU,

Transmis en préfecture le **26 SEP. 2024**

Notifié ou publié le **26 SEP. 2024**

Le Président,  
-certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte  
-informe que le présent acte peut faire l'objet  
d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal  
Administratif dans un délai de deux mois  
à compter de la présente notification/ou publication.



## Fonds de concours

CIRIERES / Cœur de Bourg  
Convention C-2024-077

### ENTRE

**La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais** représentée par son Président Pierre-Yves MAROLLEAU, autorisée par délibération du Conseil Communautaire du 24 septembre 2024, ayant élu domicile 27 boulevard du Colonel Aubry – 79304 Bressuire cedex,

**D'une part,**

*dénommée ci-après « le financeur »,*

**Et**

**La Commune de Cirières**, représentée par Monsieur Jean-Baptiste FORTIN, son Maire, autorisée par délibération du Conseil Municipal du 18 juin 2024, ayant élu domicile 11 rue Sainte-Radegonde – 79140 Cirières

**D'autre part,**

*dénommée ci-après « le maître d'ouvrage »,*

### PREAMBULE

**Vu** l'article L. 5216-5 VI du Code général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le règlement d'attribution des fonds de concours adopté en Conseil Communautaire le 21 mars 2023\_DEL CC-2023-053

**Vu** les délibérations concordantes des deux collectivités :

- délibération DEL-CC-xxx du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais en date du 24 septembre 2024,
- délibération du Conseil Municipal de la Mairie de Cirières en date du 18 juin 2024.

**Considérant** la demande de la Mairie de Cirières,

Dans un souci de développement du territoire, le fonds de concours constitue un moyen contribuant à l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais ou de ses communes membres. Il révèle ainsi l'utilité communautaire pour un projet communal, ou inversement, l'utilité communale pour un projet communautaire.

Il permet en effet au financeur de verser au maître d'ouvrage un financement en vue d'assurer la réalisation d'un équipement public, étant précisé que le montant total du fonds ne peut excéder la part de financement assurée par le bénéficiaire du fonds, hors subventions.

Compte tenu des délibérations concordantes du financeur et du maître d'ouvrage, la présente convention précise les conditions de versement du fonds de concours.

## Les parties ont convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET :**

La présente convention a pour objet, en application de l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales, le versement d'un fonds de concours par le financeur en faveur du maître d'ouvrage pour les travaux du centre-bourg

Par la présente convention, le maître d'ouvrage s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations du projet, l'action suivante : *Travaux du centre-bourg*.

Dans ce cadre, le financeur contribue financièrement à cette opération par l'intermédiaire d'un fonds de concours.

Le financeur n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

### **ARTICLE 2 – DESTINATION :**

L'objet du fonds de concours visé par la présente convention est de contribuer aux dépenses d'investissement réalisées par le maître d'ouvrage dans le cadre des travaux du centre-bourg. Les travaux, objet du fonds de concours visé par la présente convention, ainsi que les dépenses d'investissement concernées et leur montant, sont précisés dans un **plan de financement** ci-dessous.

### **ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES DU FONDS DE CONCOURS :**

Le montant total du fonds de concours visé par la présente convention et versé par le financeur est fixé à 33 291.00 euros, soit 5.20 % du montant global du projet.

**La contribution financière du financeur est applicable sous réserve que le montant total de fonds de concours n'excède pas la part de financement assurée, hors subvention, par le maître d'ouvrage, bénéficiaire du fonds de concours (article L5216-5 V du Code Général des Collectivités Territoriales).**

Le plan de financement se décompose ainsi :

Dépenses INVESTISSEMENT	Toutes dépenses	Dépenses éligibles	Recettes INVESTISSEMENT	
			HT	HT
<b>TRAVAUX</b>	<b>640 498.50 €</b>	<b>640 498.50 €</b>	<b>Subventions</b>	<b>356 820,55 € 55.71%</b>
<i>Coût des travaux</i>	640 498.50 €		Département	30 126,75 € 4.70%
			ANS Sport	35 000,00 € 5.46%
			DETR - Equipement sportif	24 051,80 € 3.76%
			DETR 40 %	139 642,00 € 21.80%
			Fonds vert Végétalisation	100 000,00 € 15.61%
			Fonds vert EP	7 000,00 € 1.09%
			SIEDS	21 000,00 € 3.28%
			<b>RESTE A CHARGE</b>	<b>283 677,95 € 44.29%</b>
			Fonds de concours Agglo	33 291,00 € 5.20%
<b>HONORAIRES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>Emprunt-autofinancement</b>	<b>250 386,95 € 39.09%</b>
<i>Honoraires maîtrise d'œuvre</i>		0,00 €	Autofinancement/Emprunt	250 386,95 € 39.09%
<b>TOTAL HT</b>	<b>640 498.50 €</b>	<b>640 498.50 €</b>		<b>640 498,50 € 100.00%</b>

### **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS :**

Le fonds de concours du financeur sera versé comme suit :

- avance de 20 % sur présentation de l'ordre de service du commencement des travaux.
- Si fonds de concours supérieur à 30.000 € : situations intermédiaires à la convenance des parties, sans pouvoir excéder 60 % du fonds de concours.
- Le solde sera effectué sur présentation du bilan financier précisant les dépenses (en distinguant et en signalant clairement les dépenses éligibles) et les recettes réellement encaissées par le maître d'ouvrage sur l'opération financée. Ce bilan financier sera attesté par Monsieur le Trésorier.

Le maître d'ouvrage s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action.

#### **ARTICLE 5 – REAJUSTEMENT DU FONDS DE CONCOURS :**

En fin d'opération, le maître d'ouvrage s'engage à remettre un bilan financier de l'opération ainsi que les justificatifs et factures attestant les dépenses HT retenues comme éligibles.

Dans l'hypothèse où le coût final est inférieur au coût estimé, le versement du fonds de concours sera réévalué.

Si le coût final est supérieur au coût demandé, le versement restera sur la base du coût initial demandé.

#### **ARTICLE 6 – ABANDON, MODIFICATION DU PROJET ET RESTITUTION EVENTUELLE DU FONDS DE CONCOURS**

En cas de modification ou d'abandon du projet, le bénéficiaire du fonds de concours devra en informer sans délai par écrit le financeur.

Le financeur vérifiera l'emploi conforme du fonds de concours attribué et exigera son remboursement total ou partiel si son utilisation se révèle différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention. Les effets de la présente clause sont limités à la durée de la convention.

#### **ARTICLE 7 – MONTAGE JURIDIQUE**

Le maître d'ouvrage devra démontrer qu'il est propriétaire du foncier ou qu'il est autorisé à intervenir sur le foncier, par tout moyen juridique approprié, pour pouvoir bénéficier du fonds de concours.

Le bénéficiaire prendra toute mesure pour que la responsabilité du financeur ne puisse être recherchée pour quelque cause que ce soit et souscrira toute police d'assurance qu'il jugera nécessaire à la réalisation de son projet.

#### **ARTICLE 8 – COMMUNICATION**

Afin d'informer l'opinion publique des missions du financeur et dans un souci de transparence, le maître d'ouvrage s'engage à faire apparaître sur un panneau la participation du financeur, et ce dès notification de l'aide et dès le début des travaux. Sur ce panneau devront figurer la mention « projet soutenu par la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais » (ou équivalent) et le logo. Le financeur devra être associé à toute manifestation concernant l'opération.

Cette mention et ce logo devront également être repris au sein de tout support de communication se rapportant au projet financé (brochure, dépliant, lettre d'information, communiqué de presse...).

Pour la bonne réalisation de cette clause, nous vous convions à vous rapprocher du Service Communication de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais qui vous transmettra le logo et la charte graphique.  
(Service communication Agglo2b : 05.49.81.19.00 - communication@agglo2b.fr)

Tout support de communication intégrant le logo du financeur devra avoir été validé par le Service Communication de ce dernier.

## **ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties, et prendra fin dès le paiement du solde de la subvention.

## **ARTICLE 10 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE :**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable du règlement avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Poitiers.

Fait à Bressuire, le 17/09/2024

Pour le maître d'ouvrage,  
le Maire de Cirières  
Jean-Baptiste FORTIN

Pour la Communauté d'Agglomération  
du Bocage Bressuirais, le Président  
Pierre-Yves MAROLLEAU